



CHAPITRE 70

CHAPTER 70

Loi modifiant la charte de la cité de Québec An Act to amend the charter of the city of Québec

[Sanctionnée le 14 mars 1951]

[Assented to, the 14th of March, 1951]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Emprunts autorisés.

1. La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec :

a) cent cinquante mille dollars pour acquérir à l'amiable ou exproprier les terrains inondés par suite de l'éclusage du Lac Saint-Charles;

b) deux cent mille dollars pour la construction de pavages permanents;

c) cent mille dollars pour la réfection des couches de surface des pavages.

Émission d'obligations.

2. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

WHEREAS the city of Québec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended, and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The city of Québec is authorized to borrow the following sums, subject to the prior approval of the Québec Municipal Commission:

a. One hundred and fifty thousand dollars for acquiring by agreement or by expropriation the land inundated as a result of the damming of lake St. Charles;

b. Two hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;

c. One hundred thousand dollars for resurfacing pavements.

2. For the purposes authorized above the city may, upon resolution of its council, issue bonds bearing interest at a rate not exceeding four per cent payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than twenty years.

Octrois autorisés.

3. La cité est autorisée:

a) à verser annuellement, pendant dix ans, un octroi de vingt mille dollars à l'hôpital Jeffery Hale de Québec;

b) à verser annuellement, pendant cinq ans, un octroi de dix mille dollars au Collège des Jésuites de Québec;

c. à verser annuellement, pendant dix ans, un octroi de trente mille dollars pour l'École supérieure du commerce de Québec, Inc.

1929, c. 95, a. 17, remp.

4. L'article 17 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, article 5, est de nouveau remplacé par le suivant:

Date de l'élection du maire suppléant, etc.

"**17.** A sa première assemblée après les 15 de décembre, mars, juin et septembre de chaque année, le conseil de ville de ladite cité élira l'un des échevins dudit conseil pour remplir les fonctions de maire suppléant durant les trois mois suivants, et l'échevin ainsi élu aura et exercera tous les pouvoirs, l'autorité et les privilèges dont le maire est revêtu, lorsque pour cause d'absence de la cité, maladie ou autre cause, le maire sera incapable de les exercer.

Idem.

Dans le cas où, pour une raison quelconque, ledit maire suppléant n'a pas été élu à telle première assemblée après le 15 desdits mois, il peut l'être à une assemblée subséquente."

1939, c. 102, a. 27, remp.

5. L'article 27 de la loi 3 George VI, chapitre 102, remplacé par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 21, est de nouveau remplacé par le suivant:

S.R., c. 235, a. 2, am. pour la cité.

"**27.** L'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (Statuts refondus de 1941, chapitre 235) est modifié, pour la cité de Québec, en en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"officier municipal".

"3. Les mots "officier municipal" désignent le trésorier, le greffier de la cité, l'auditeur ou vérificateur, le chef du contentieux, le médecin municipal ou le directeur municipal de l'hygiène, le directeur de la police de la cité ou la personne qui remplit dans la cité des fonctions analogues, l'ingénieur en chef, l'ingénieur de l'Aqueduc et le directeur du service des

3. The city is authorized:

a. To pay annually, for ten years, a grant of twenty thousand dollars to Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec;

b. To pay annually, for five years, a grant of ten thousand dollars to the Collège des Jésuites de Québec;

c. To pay annually, for ten years, a grant of thirty thousand dollars to the École supérieure du Commerce de Québec, Inc.

Grants authorized.

4. Section 17 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 5, is again replaced by the following:

1929, c. 95, s. 17, replaced.

"**17.** At its first meeting after the fifteenth of December, March, June and September, in each year, the city council elects one of the aldermen of the said council to perform the duties of promayor during the following three months, and the alderman so elected shall have and exercise all the powers, authority and privileges vested in the mayor, when the mayor is unable to exercise them through absence from the city, illness or other cause.

Date of election of promayor, etc.

In case, through any cause whatever, the said promayor was not elected at such first meeting after the fifteenth of the said months, he may be elected at a subsequent meeting."

Idem.

5. Section 27 of the act 3 George VI, chapter 102, replaced by the act 8 George VI, chapter 47, section 21, is again replaced by the following:

1939, c. 102, s. 27, replaced.

"**27.** Section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 235) is amended, for the city of Quebec, by replacing paragraph 3 thereof by the following paragraph:

S.R., c. 235, s. 2, am. for city.

"3. The words "municipal officer" mean the treasurer, the city clerk, the auditor or *vérificateur*, the head of the law department, the municipal physician or the municipal director of health, the director of police of the city, or the person performing similar duties in the city, the chief engineer, the waterworks engineer and the director of the fire department or the per-

"municipal officer".

incendies ou la personne qui remplit dans la cité des fonctions analogues.”

son carrying out in the city similar functions.”

1929, c. 95,
a. 124,
remp.

6. L'article 124 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, article 27, est de nouveau remplacé par le suivant:

6. Section 124 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 27, is again replaced by the following:

1929, c. 95,
s. 124, re-
placed.

Entrée en
fonction
du maire
et des
échevins.

“**124.** Le maire et les échevins élus à l'élection générale entreront en fonction et jouiront des droits et privilèges attachés à leur office respectif le 15^{ème} jour de décembre qui suivra l'élection. Si ce 15^{ème} jour de décembre se trouve un jour non juridique, alors ils n'entreront en fonction que le premier jour juridique suivant.

“**124.** The mayor and aldermen elected at the general election shall enter into and enjoy the rights and privileges appertaining to their respective offices, on the 15th of December following such election. If the said 15th of December be a non-judicial day, they shall enter into such office only on the first following juridical day.

Entering
into office
of mayor
and alder-
men.

Effet ré-
troactif.

Cette disposition aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1950.”

This provision shall have effect as from the 1st of January, 1950.”

Retro-
active
effect.

1929, c. 95,
a. 162c,
aj.

7. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 162b édicté par l'article 8 de la loi 5 George VI, chapitre 72, et modifiée par l'article 6 de la loi 7 George VI, chapitre 50, le suivant:

7. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 162b enacted by section 8 of the act 5 George VI, chapter 72, and amended by section 6 of the act 7 George VI, chapter 50, the following:

1929, c. 95,
s. 162c,
added.

Pension.

“**162c. 1.** Lors de la mise à la pension à l'âge de 65 ans, d'un employé permanent ayant droit de bénéficier du fonds de pension des employés permanents et qui existait avant la passation du règlement numéro deux cent quarante-sept (247) de la Cité, ou avant cet âge, lorsqu'il a été établi à la satisfaction de la Cité qu'il n'est plus en mesure de remplir ses devoirs pour cause d'incapacité physique ou mentale, la Cité devra lui payer une pension annuelle, sa vie durant, calculée de la manière suivante:

“**162c. 1.** At the time of placing on pension at the age of 65 years of a permanent employee entitled to benefit from the pension fund of permanent employees and which existed before the passing of by-law number two hundred and forty-seven (247) of the City, or before this age, when he has established to the satisfaction of the City that he is no longer in a position to fulfill his duties because of physical or mental incapacity, the City shall pay to him an annual pension, during his lifetime, computed in the following manner:

Pension.

Calcul.

Un pourcentage de deux et demi pour cent du salaire moyen de ses cinq dernières années de service multiplié par le nombre d'années de services pendant lesquels il a contribué au fonds de pension, moins la pension qui lui est garantie pour dix ans par les contrats conclus par la Cité en vertu des articles 7 et 8 de la loi 5 George VI, chapitre 72. La pension totale ainsi établie ne devra pas excéder les deux tiers dudit salaire moyen des cinq dernières années de service. Aucune pension supplémentaire ne sera payée si l'employé bénéficie en vertu des dits contrats d'une

A percentage of two and a half per cent of the average salary of his five last years of service multiplied by the number of years of service during which he has contributed to the pension fund, less the pension which is guaranteed to him for ten years by the contracts entered into by the City in virtue of sections 7 and 8 of the act 5 George VI, chapter 72. The total pension thus established shall not exceed two-thirds of the said average salary of the five last years of service. No supplementary pension shall be paid if the employee benefits under the said contracts from an equal

Compu-
tation.

pension égale au moins aux deux tiers du salaire moyen de ses cinq dernières années de service.

Pension.

2. Lors de la mise à la pension à l'âge de 65 ans, d'un employé étant devenu membre du fonds de pension des employés permanents et qui existait avant l'entrée en vigueur des dits contrats, mais après la passation du règlement numéro deux cent quarante-sept (247) de la Cité, ou avant cet âge, lorsqu'il a établi à la satisfaction de la Cité qu'il n'est plus en mesure de remplir ses devoirs pour cause d'incapacité physique ou mentale, la Cité devra lui payer une pension annuelle, sa vie durant, calculée de la manière suivante:

Calcul.

Un soixantième du salaire moyen de ses dix dernières années de service multiplié par le nombre total de ses années de service pendant lesquelles il a contribué au fonds de pension, moins la pension qui lui est garantie pour dix ans par lesdits contrats. La pension totale ainsi établie ne devra pas excéder cinquante pour cent dudit salaire moyen ou le montant de deux mille quatre cent dollars. Aucune pension supplémentaire ne sera payée si l'employé bénéficie en vertu desdits contrats d'une pension égale au moins à cinquante pour cent du salaire moyen de ses dix dernières années de service ou à deux mille quatre cent dollars.

Décès avant retraite.

3. Si tel employé permanent décède avant l'âge de la retraite, sa veuve ou, si elle a prédécédé son mari, ses enfants mineurs recevront la moitié de la pension à laquelle il aurait droit s'il avait déjà pris sa retraite à l'âge de son décès et cela pendant une période ne devant pas dépasser dix ans du décès de l'employé et se terminant avec la mort de la veuve ou la majorité des enfants, selon le cas; si sa veuve lui a survécu mais décède dans les dix années qui suivent sa mort, les enfants de l'employé auront alors droit à la moitié de la pension jusqu'à l'expiration des dix années suivant le décès de l'employé tant qu'ils seront mineurs.

Idem.

Si un pensionnaire décède avant d'avoir bénéficié de la dite pension pendant dix ans, la veuve ou les enfants mineurs, selon le cas, auront droit à la moitié de la pension ci-dessus établie jusqu'à l'expira-

pension of at least two-thirds of the average salary of his five last years of service.

Pension.

2. At the time of placing on pension at the age of 65 years, of an employee having become member of the pension fund of permanent employees and which existed before the coming into force of the said contracts, but after the passing of by-law two hundred and forty-seven (247) of the City; or before this age, when he has established to the satisfaction of the City that he is no longer in a position to fulfill his duties because of physical or mental incapacity, the City shall pay to him an annual pension, during his lifetime, computed in the following manner:

Computation.

A sixtieth of the average salary of his last ten years of service multiplied by the total number of his years of service during which he has contributed to the pension fund, less the pension which is guaranteed to him for ten years by the said contracts. The total pension thus established shall not exceed fifty per cent of the said average salary or the amount of two thousand four hundred dollars. No supplementary pension shall be paid if the employee benefits under the said contracts from a pension equal at least to fifty per cent of the average salary of his ten last years of service or to two thousand four hundred dollars.

Death before retirement.

3. If such permanent employee dies before the age of retirement, his widow or, if she has predeceased her husband, his minor children shall receive half of the pension to which he would have been entitled if he had already retired at the age of his death and that for a period not to exceed ten years from the death of the employee and ending after the death of the widow or the majority of the children, as the case may be; if his widow survived him but died within the ten years following his death, the children of the employee shall be entitled to half of the pension until the expiration of the ten years following the death of the employee as long as they are minors.

Idem.

If a pensioner dies before having benefited from the said pension during ten years, the widow or the minor children, as the case may be, shall be entitled to half the pension hereinabove established until

tion des dix années de sa mise à la pension.

Pension facultative.

4. Si tel employé fait le choix d'une pension facultative tel que prévu aux contrats ci-dessus mentionnés, il n'aura néanmoins droit, en vertu de la présente loi, qu'à l'excédent de la pension ci-dessus établie sur la pension qui lui est garantie pour dix ans par les dits contrats.

Paie-ment.

5. Ce surplus de pension sera payé à même les fonds généraux de la Cité et les prévisions budgétaires annuelles devront comporter un montant suffisant au paiement du dit surplus de pension.

Surplus.

6. Le dit surplus de pension sera incessible et insaisissable.

Pas d'ar-rérages.

7. Les pensions prévues au présent article ne pourront être que pour les années budgétaires commencées le ou après le premier mai 1951, et aucun pensionnaire ou bénéficiaire ne pourra réclamer le paiement d'arriérés pour les périodes antérieures."

1929, c. 95, aa. 173a-173b, aj.

S. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 173, les suivants:

Pouvoirs additionnels du trésorier.

"**173a.** Subordonnement à l'article 173 de la présente charte, le trésorier est le directeur des services municipaux, avec les devoirs et pouvoirs additionnels suivants:

a) agir comme intermédiaire entre le comité administratif et les divers départements pour la mise à exécution des décisions prises par ledit comité;

b) toute correspondance adressée au Comité par les divers services sera transmise audit Comité par le directeur des services avec ses recommandations;

c) il devra surveiller les opérations de tous les départements de la cité, sauf ceux du greffier et du vérificateur auxquels les dispositions du présent article ne s'appliquent pas, et devra faire rapport au comité administratif dans le plus bref délai. Dans l'exercice de cette surveillance, il pourra obtenir tous les renseignements et documents dont il aura besoin."

Respon-sabilité des chefs de départe-ments, etc.

"**173b.** A moins qu'il n'en soit autrement prescrit par la charte de la cité, les chefs des différents départements

the expiration of ten years from his being placed on pension.

4. If such employee chooses an optional pension such as provided for in the contracts above mentioned, he shall nevertheless only be entitled, under this act, to the surplus of the pension above established, on the pension which is guaranteed to him for ten years by the said contracts.

Optional pension.

5. This surplus pension shall be paid out of the general funds of the City and the annual budgetary provisions shall carry an amount sufficient for the payment of the said surplus pension.

Payment.

6. The said surplus pension shall be inalienable and unattachable.

Surplus.

7. The pensions contemplated in this section shall be only for the fiscal years commenced the or after the first of May, 1951, and no pensioner or beneficiary may claim the payment of arrears for the preceding periods."

No ar-rears.

S. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 173, the following sections:

1929, c. 95, ss. 173a-173b, add-ed.

"**173a.** Subject to section 173 of this charter, the treasurer shall be director of municipal services, with the following additional duties and powers:

Addition-al powers of treas-urer.

a. to act as intermediary between the administrative committee and the various departments for the carrying out of the decisions taken by the said committee;

b. all correspondence addressed to the committee by the various services shall be transmitted to the said committee by the director of services with his recommendations;

c. he shall supervise the operations of all the city departments except those of the clerk and the auditor to whom the provisions of this section shall not apply, and he shall report to the administrative committee with as little delay as possible. In the exercise of such supervision he may obtain all the information and documents which he may need."

Respon-sibility of heads of depart-ments, etc.

"**173b.** Unless otherwise provided by the city charter, the heads of the various municipal departments, except the clerk

municipaux, sauf le greffier et le vérificateur de la cité, seront directement responsables au directeur des services et au comité administratif de l'administration de leur département, et le directeur des services pourra requérir leur avis, verbal ou écrit, sur toutes questions affectant leur département.

Nomina-
tion d'em-
ployés su-
balternes.

Avec l'approbation préalable du directeur des services, lesdits chefs de département choisiront, nommeront et remplaceront tous leurs employés subalternes non permanents, le tout sujet à la ratification du comité administratif. Ils devront préparer, chaque année, leur réquisition pour le budget de leur département respectif et ils devront faire tous rapports qui seront requis par le directeur des services ou le Comité administratif."

and the auditor of the city, shall be directly responsible to the director of services and to the administrative committee for the administration of their departments and the director of services may require their oral or written advice on all questions affecting their departments.

With the prior approval of the director of services, the said heads of departments shall select, appoint and replace all their subordinate non-permanent employees, the whole subject to ratification by the administrative committee. They shall prepare, each year, their requirements for the budget of their respective department and they shall make all such reports as may be required by the director of services or the administrative committee."

Appoint-
ment of
subordi-
nate em-
ployees.

1929, c. 95, a. 295a, aj. **9.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 295, le suivant :

9. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 295, the following section: 1929, c. 95 s. 295a, added.

Signature
de quit-
tances,
etc.

"**295a.** Le trésorier est autorisé à signer pour et au nom de la cité les quittances ou mainlevées des privilèges ou hypothèques qui grèvent des immeubles au bénéfice de la cité, sur preuve de paiement et après approbation des quittances par les aviseurs légaux de la cité."

"**295a.** The treasurer is authorized to sign for and in the name of the city discharges or *mainlevées* of privileges or hypothecs with which immoveables are affected in favour of the city, upon proof of payment and after approval of the discharges by the legal advisers of the city." Signing of discharges, etc.

Règle-
ment vali-
dé.

10. Le règlement No 777, adopté le 23 juin 1950, (annexe A) est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit, sans préjudice des causes pendantes mais quant aux frais seulement.

10. By-law No. 777, adopted on June 23rd, 1950, (Schedule A) is declared valid and lawful for all legal purposes, without prejudice to pending cases but as to costs only. By-law validated.

1929, c. 95, a. 249a, aj. **11.** L'article 249a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 13 de la loi 11 George VI, chapitre 78, est remplacé par le suivant :

11. Section 249a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 13 of the act 11 George VI, chapter 78, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 249a, added.

Licences
de taxi.

"**249a.** La cité est autorisée à renouveler entre le 1er et le 30 avril de chaque année les licences émises en faveur des propriétaires de taxis.

"**249a.** The city is authorized to re- Licenses for taxis.
new between the 1st and the 30th of April of each year the licenses issued in favour of owners of taxis.

Limite.

La cité de Québec ne pourra pas limiter le nombre de taxis à un chiffre supérieur à trois cent soixante-quinze.

The city of Quebec cannot limit the Limit.
number of taxis to more than three hundred and seventy-five.

Exclusi-
vité.

Aucune licence de taxi ne devra être accordée à des personnes qui auront une autre occupation.

No taxi licence shall be granted to Exclushi-
person having another occupation. vity.

Au cas
d'anne-
xion.

Si la cité de Québec annexe le territoire de la ville de Québec-Ouest, le nombre de

If the city of Quebec annexes the terri- In case of
tory of the town of Quebec-West, the num- annexa-
tion.

taxis ne pourra être limité à un chiffre supérieur à quatre cents."

1945, c. 71, a. 33, remp. **12.** L'article 33 de la loi 9 George VI, chapitre 71 est remplacé par le suivant:

Pouvoir d'emprunt.

"**33.** La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars pour prêter en deuxième hypothèque à toute personne, société, corporation ou compagnie à dividende limité, désirant se prévaloir ou se prévalant de la Loi nationale du logement ou des lois provinciales reproduites aux chapitres 6 et 7 de la loi 12 George VI en vue de construire, avec l'aide du gouvernement fédéral, ou du gouvernement provincial des maisons détachées ou semi-détachées ou à logement multiples n'excédant pas dix; dans ce dernier cas, les plans de même que le site devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec.

Maximum.

Tel prêt par la cité ne devra pas excéder mille dollars par logement et le coût total de la bâtisse ne devra pas excéder dix mille dollars."

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ber of taxis cannot be limited at more than four hundred."

12. Section 33 of the act 9 George VI, chapter 71 is replaced by the following: 1945, c. 71, s. 33, replaced.

Borrowing power.

"**33.** The city is authorized to borrow an amount not exceeding two hundred and fifty thousand dollars to lend on second hypothec to any person, association, corporation or limited-dividend company wishing to take advantage of the National Housing Act or of provincial laws reproduced in chapters 6 and 7 of the act 12 George VI and actually doing so, with a view to the construction, with the assistance of Federal Government, or of the provincial government of detached or semi-detached houses, or houses containing more than one but not more than ten dwellings; in such last-mentioned case, the plans and the site must be approved by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Quebec Municipal Commission.

Such loan (*prêt*) by the city shall not exceed one thousand dollars by dwelling and the total cost of the building shall not exceed ten thousand dollars."

Maximum.

13. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.

ANNEXE "A"

Règlement no 777

Concernant les guides et conducteurs touristiques

(Rédigé en langue française)

Il est ordonné et statué par règlement du Conseil municipal, et ledit Conseil ordonne et statue comme suit, savoir:

1. Pour les fins du présent règlement, les termes ci-après énumérés auront la signification qui leur est donnée:

- a) La cité: La cité de Québec;
- b) Touristes: Toute personne qui voyage, visite, se promène ou circule dans la cité, ou plusieurs personnes ou tout groupement de personnes qui agissent de même;

SCHEDULE "A"

By-law No. 777

Concerning tourist guides and drivers

(Drawn up in the French language)

It is ordained and enacted by by-law of the Municipal Council of the City of Québec and the said Council ordained and enacts as follows, to wit:

1. For the ends of the present by-law the terms hereafter enumerated shall have the signification given them:

- a. The City: The City of Québec;
- b. Tourists: Any person who travels, visits, strolls, circulates in the city, or several persons or any group of persons acting accordingly;

c) Conducteur touristique: Tout guide, cocher, charretier, chauffeur de taxi, ou tout employé d'entreprise de transport public dans les limites de la cité;

d) Guide: Toute personne qui loue ou donne ses services aux touristes pour la visite des endroits touristiques ou autres dans la cité.

2. Tout conducteur touristique ne devra se tenir ou stationner que dans les lieux suivants:

a) Sa résidence;

b) Sa place ou son bureau d'affaires;

c) Le local ou bureau de la société, association ou corporation à laquelle il appartient;

d) Les restaurants, hôtels, maisons de chambres ou tout autre endroit, avec le consentement du propriétaire, locataire ou administrateur de cet établissement.

3. Sur les trottoirs, dans les rues, dans les parcs publics ou dans toute place publique, il est défendu à tout conducteur touristique:

a) De s'adresser aux touristes par la parole ou le geste, pour leur offrir ses services ou ceux de ses employeurs ou d'autres services analogues;

b) De faire de la réclame auprès des touristes ou de les solliciter en faveur de maisons de commerce, restaurants, hôtels et maisons de chambres;

c) D'insister auprès des touristes pour qu'ils fassent ou ne fassent pas quelque chose, ou de les importuner de quelque manière que ce soit;

d) Il est également défendu à toute personne, y compris les guides historiques ne portant pas leur insigne de guide, de se tenir dans les rues, ou dans toute place publique dans le but de guider, de renseigner les touristes, de les diriger vers les hôtels ou maisons de chambres, de quelque manière que ce soit.

4. Tout conducteur touristique contreviendra au présent règlement:

a) S'il est sous l'influence de liqueurs alcooliques au service des touristes;

b) S'il est sous l'influence de liqueurs alcooliques dans les lieux où il doit se tenir ou stationner, pour attendre la clientèle, lorsque le public y a accès;

c) S'il saute ou tente de sauter sur le marchepied d'une voiture en mouvement ou tente de s'y accrocher;

c. Tourist conductor: Any guide, carter, driver, taxi chauffeur, or any employee of a public transport service within the City limits;

d. Guide: Any person who hires or gives his services to tourists for the visit of touristic view-points or others in the City;

2. Tourist conductors shall stand or station in the following places only:

a. Their residence;

b. Their stand or business office;

c. The premises or office of the society, association or corporation to which they belong;

d. Restaurants, hotels, rooming houses or any other places, with the consent of the owner, tenant or administrator of that establishment.

3. On sidewalks, streets, public parks or any other public place, it is forbidden to any tourist conductors:

a. To address tourists, by words or gestures, to offer them their services, or those of their employers, or any other similar services;

b. To advertise to tourists or solicit them in favour of commercial establishments, restaurants, hotels and rooming houses;

c. To insist upon tourists to force them to do or not to do something or, annoy them in whatever manner;

d. It is also forbidden to any person, including the historic guides not wearing their guide-badge, to stand in the streets or in any public place for the purpose of guiding, supply information to tourists or direct them to hotels or rooming houses in any way whatever.

4. Any tourist conductor shall contravene the present by-law:

a. If he is under the influence of liquor while at the service of tourists;

b. If he is under the influence of liquor in the places where he must stand or station, to await clients, when the public has access to it;

c. If he steps or tries to step on the footboard of a vehicle in motion or tries to hold on it;

d) S'il est, sans cause légitime, aux gares et autres endroits où arrivent les bateaux ou les convois de chemin de fer dans les limites de la cité.

5. Toute personne, autre que les chauffeurs de taxis dans leurs taxis, les cochers ou charretiers dans leurs voitures, et les guides ou employés d'autobus qui appartiennent à des particuliers ou à des compagnies d'autobus faisant affaires dans les limites de la cité, qui, en vue d'une rémunération ou gratuitement désirera faire visiter la cité, ses curiosités, ses monuments, édifices ou lieux d'intérêt historique, artistique ou autres, à des personnes autres que sa parenté, devra, avant de ce faire, obtenir de la cité un permis à cet effet.

6. Tel permis devra contenir la photographie, le nom, l'adresse et l'occupation de la personne en faveur de laquelle il a été émis et mentionner s'il s'agit d'un permis de guide ou de guide-chauffeur. Il sera signé par le chef de police, ou son assistant. Il sera incessible.

7. En vue d'obtenir tel permis, toute personne devra:

a) Remettre au chef de police:

I. Un certificat accordé par une école reconnue suivant les prescriptions du chapitre 249 des Statuts refondus de la Province de Québec, 1941;

Ne sera pas tenue de produire ce certificat toute personne qui a déjà obtenu son permis en vertu des règlements municipaux qui ont été en vigueur antérieurement au présent règlement.

II. Toutes les références qu'il jugera à propos d'exiger;

III. Deux (2) photographies facilement reconnaissables d'elles-mêmes;

IV. Une déclaration assermentée révélant toute condamnation qui lui a été imposée pour une offense criminelle, ou pour une infraction aux règlements municipaux concernant le bon ordre, la paix, la sécurité ou la morale dans la cité, ou pour une contravention au présent règlement.

b) Exhiber au chef de police, ou son assistant, son permis provincial de chauffeur de véhicule-moteur, lorsqu'un permis comme guide-chauffeur est requis;

c) Remplir une formule de demande de permis, laquelle aura été fournie par le chef de police, ou son assistant, répondre

d. If he is found, without a legitimate cause, in railway or steamship stations and other places of arrival of boats or trains within the City limits.

5. Any other person than taxi chauffeurs in their taxis, carters or drivers in their cabs or employees of autobuses belonging to individuals or to autobus companies operating within the City limits who, for a remuneration or free of charge, wishes to have someone other than his relatives visit the City, its curiosities, monuments, buildings or places of historical, artistical or other interest, shall before so doing obtain from the City a permit to that effect.

6. Such permit shall contain the photograph, the name, address and occupation of the person in favour of whom it was issued, and mention if it is for a guide or a chauffeur-guide. It shall be signed by the Chief of Police, or his assistant. It shall not be transferable.

7. In order to obtain such permit, any person shall:

a. Remit to the Chief of Police:

I. A certificate awarded by a recognized school according to the provisions of chapter 249 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941;

Any person which has already obtained his permit in virtue of the municipal by-laws in force before the present by-law shall not be obliged to produce such certificate.

II. All references he may deem advisable to exact;

III. Two (2) photographs easily recognizable by themselves;

IV. A sworn declaration revealing a condemnation imposed to him for a criminal offence or for an infraction to the municipal by-laws concerning good order, peace, security or moral in the city or for an infraction to the present by-law.

b. Exhibit to the Chief of Police, or to his assistant, his provincial permit as a motor-vehicle chauffeur, when a permit as chauffeur-guide is requested;

c. Fill the formula for an application for a permit, which shall have been supplied by the Chief of Police, or his assis-

par écrit à toutes les questions qu'elle contient, y apposer ses empreintes digitales, la signer et l'assermenter;

d) De payer au trésorier de la cité la somme de \$5.00;

Le permis ne sera pas donné si ces formalités n'ont pas été dûment remplies.

8. Avant d'émettre tel permis, le chef de police, ou son assistant, devra s'assurer de l'identité de la personne qui le demande, de ses bonnes mœurs et de la véracité de ses déclarations. Dans chaque cas, il devra faire une enquête minutieuse et, suivant les constatations qu'il aura faites, rédiger par écrit sa recommandation à l'effet que le permis soit octroyé ou refusé. Avant l'émission du permis, l'approbation de la Commission de l'Industrie et du Tourisme, Section du Tourisme, sera requise.

9. Tout guide devra porter sur lui son permis. Il devra exhiber ce permis chaque fois qu'il en sera requis par ceux qui retiendront ses services, ou par les constables ou officiers de la cité.

10. Tout guide, lorsqu'il sera au service des touristes ou quand il sera aux endroits où il lui est prescrit de se tenir ou de stationner, pour attendre la clientèle, devra porter visiblement sur lui un insigne sur lequel seront imprimés le mot "Guide" et un numéro qui sera particulier à ce guide. Cet insigne lui sera fourni par la cité.

a) Tout guide sera tenu de remettre cet insigne au chef de police, ou son assistant, dans le cas où le permis de guider aura été annulé;

b) Il sera défendu à quiconque ne sera pas un guide de s'annoncer comme tel, soit par le port d'un insigne ou d'une inscription quelconque, soit en donnant des cartes, feuillets ou imprimés, soit de toute autre manière;

c) Il est défendu à toute personne qui ne détient pas de licence de guide touristique ou à qui telle licence a été refusée ou qui a été condamnée pour offenses criminelles ou infractions au présent règlement de guider les touristes dans les limites de la cité pour considération pécuniaire ou gratuitement.

tant, answer in writing to all questions contained therein, affix his finger prints, sign it and swear it under oath;

d. Pay to the City Treasurer the sum of \$5.00;

The permit shall not be issued if such formalities have not been duly complied with.

8. Before issuing such permit, the Chief of Police, or his assistant, shall ascertain the identity of the person who applies for same, his good behavior and the truth of his declarations. In each case, he shall make a serious investigation and, according to the information obtained, put in writing his recommendation to the effect that such permit be issued or refused. Before the issue of such permit, the approval of the Industrial and Tourist Commission, Tourist Section, shall be required.

9. All guides shall wear their permits on themselves. Each time they are requested to do so by those who retain their services, or by the City constables or officers, they shall have to exhibit their permit.

10. All guides, whenever they are in the service of tourists, or when they are in the places where they must be standing or stationed, to await clients, shall wear visibly on themselves a badge, on which shall be printed the word: "Guide" and a number which shall be particular to each guide. Such badge shall be supplied by the City.

a. Any guide shall be obliged to return that badge to the Chief of Police or his assistant if his permit to guide has been cancelled;

b. It is forbidden to whosoever is not a guide to advertise himself as such either by wearing a sign or inscription of some kind, or by giving away cards, sheets of paper or prints, or in any other way;

c. It is forbidden to any person who holds no tourist guide license, or to whom such license has been refused or who has been condemned for a criminal offence or an infraction to the present by-law, to guide tourist within the City limits for a pecuniary gain or free of charge.

11. Aucun guide ne pourra exiger plus de \$2.00 de l'heure comme rémunération pour ses services, qu'il ait agi au bénéfice d'une personne seulement ou de plusieurs formant un groupe.

12. Aucun panneau-réclame, enseigne ou affiche ou aucun avis aux touristes ne sera installé sur ou dans tout endroit où doivent se tenir ou stationner les conducteurs touristiques pour attendre la clientèle, à moins que tel panneau-réclame, enseigne, affiche ou avis n'ait été préalablement approuvé par le chef de police et que les règlements de la cité permettent pareille installation; toute personne qui agira autrement, de même que tout propriétaire qui, après avis du chef de police, ou de son assistant, tolérera sur son immeuble une installation faite contrairement aux dispositions de cet article, commettront une infraction au présent règlement.

12a. Il est défendu d'installer dans les rues, places publiques, ou sur des terrains privés, dans les limites de la cité, des enseignes, affiches ou avis publics s'adressant aux touristes ou aux étrangers dans le but de les guider ou de les renseigner de quelque manière que ce soit sans une permission écrite du chef de police ou de son assistant.

12b. La cité pourra, par résolution de son Conseil de ville, établir une centrale de guides et, dans ce cas, tout guide détenteur d'une licence municipale aura le privilège de s'y tenir et d'y stationner pour attendre la clientèle et bénéficiera des autres services que procurera cette centrale en payant la contribution fixée par le Conseil.

13. Toute personne qui contreviendra à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commettra une infraction et sera passible, sur conviction devant la Cour du Recorder de la cité, d'une amende n'excédant pas \$100.00 avec ou sans frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, le tout suivant les prescriptions de l'article 394 de la loi 19 George V, chapitre 95.

14. En outre de la pénalité prévue par l'article précédent du présent règlement la Cour du recorder pourra ordonner l'annulation du permis municipal comme

11. No guide shall have the right to ask more than \$2.00 per hour as a remuneration for his services, whether he acts for the benefit of one person only or for several persons forming a group.

12. No advertising posters, signs or placards or any other kind of notices to tourists shall be installed on or in any place where touristic conductors shall have to stand or station to await clients, except if such advertising posters, signs, placards or notices have been previously approved by the Chief of Police and if City by-laws permit such installations. Any person acting otherwise, as well as any proprietor who, after notice by the Chief of Police, or his assistant, shall tolerate on his premises an installation made contrary to the provisions of this section, shall commit an infraction to the present by-law.

12a. It is forbidden to install in the streets, public places or on private lands in the City limits signs or public notices intended to tourists or strangers for the purpose of guiding or informing them in any way whatsoever without a written permission of the Chief of Police or his assistant.

12b. The City may, by resolution of the City Council, establish a Guide Central and in that case any guide holder of a municipal license shall have the right to stand and stay there to wait for clients and shall be entitled to the other services of that Central upon payment of the contribution fixed by the Council.

13. Any person contravening any of the provisions of the present by-law shall commit an infraction and be liable upon conviction before the Recorder's Court of the City to a fine not exceeding \$100.00; with or without cost, and in default of payment, to an imprisonment not exceeding three months the whole in accordance with the provisions of article 394 of the Act 19 George V, chapter 95.

14. Besides the penalty enacted in the preceding article of the present by-law, the Recorder's Court may ordain the cancellation of the municipal permit as guide,

guide, guide-chauffeur, cocher, charretier, chauffeur de taxi du délinquant.

15. Le chef de police, ou son assistant, pourra annuler le permis municipal comme guide, cocher, charretier, chauffeur de taxi de tout conducteur touristique qui aura été condamné pour un délit criminel ou pour infraction ou contravention au présent règlement.

16. Le présent règlement abroge les règlements municipaux portant les numéros 609, 665, 668 et 697, 750 et 751.

17. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

LUCIEN BORNE,
Maire.

Attesté
L.S.
F.-X. CHOUINARD,
Greffier de la cité.

chauffeur-guide, carter, driver, taxi chauffeur of the delinquent.

15. The Chief of Police or his assistant may cancel the municipal permit as guide, carter, driver, taxi chauffeur of any tourist conductor who shall have been condemned for a criminal offence or for any infraction or contravention to the present by-law.

16. By-laws Nos. 609, 665, 668 and 697, 750 and 751 are abrogated by the present by-law.

17. The present by-law shall come into force according to law.

LUCIEN BORNE,
Mayor.

Attested
L. S.
F.-X. CHOUINARD,
City Clerk.